

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOBEGAL

Usine de Lacq
BP 6
64170 Lacq

Références : 2025 - Is129SPF
Code AIOT : 0006102904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement SOBEGAL implanté ZI Rue de l'industrie 38420 Domène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée suite à la notification de l'exploitant de sa cessation d'activité prévue pour juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOBEGAL
- ZI Rue de l'industrie 38420 Domène
- Code AIOT : 0006102904
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SOBEGAL (Société Béarnaise des Gaz Liquéfiés, filiale d'Antargaz) assure sur le site de Domène le stockage et la distribution de Gaz de Pétrole Liquéfié. Elle dispose sur le site de Domène d'un relais vrac. Ses principaux clients sont des établissements recevant du public (hôpitaux, EPHAD...), des industries et des exploitations agricoles.

Les opérations effectuées sont de deux types :

- le déchargement de camions qualifiés de gros porteurs vers le stockage vrac ;
- le remplissage de camions qualifiés de petits porteurs à partir du stockage vrac.

Les installations de stockage vrac, dans le cadre d'une démarche de réduction des risques, ont été modifiées : les 3 sphères aériennes de 1000 m³ ont été remplacées en 2006 par un réservoir sous talus d'une capacité de 450 m³ (environ 200 tonnes de propane liquide).

L'exploitant a réalisé en 2019 le déplacement des postes de chargement/déchargement du gaz propane au plus près du réservoir de stockage afin de réduire l'impact sur les entreprises riveraines en application de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2015 et du PPRT de Domène, approuvé le 8 février 2017.

Sur le plan administratif, le site est classé Seveso seuil haut compte tenu de la quantité de gaz inflammable liquéfié stockée sur le site.

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement la perte de confinement de gaz inflammable induisant un risque d'incendie et d'explosion.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Attestation de mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Usage futur	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de cessation	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
3	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°	Sans objet
7	Report de la réhabilitation	Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'ayant pas encore remis son attestation de mise en sécurité, des actions correctives lui sont demandées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>En date du 28 mars 2025, l'exploitant a transmis aux services de la préfecture une notification de cessation d'exploitation pour son établissement situé au 5 rue de l'Industrie, ZI de l'Industrie, 38420 DOMENE.</p> <p>Il a indiqué que la cessation sera effective après un délai de 3 mois à compter de la notification et les parcelles concernées par la cessation d'activité.</p> <p>L'arrêt de l'activité de transfert de GPL du dépôt de Domène se terminera courant juin 2025. Les installations seront entièrement dégazées au 30 juin 2025. Cela a été confirmé en inspection, l'activité s'étant arrêté la semaine du 20 juin (dernier camion) et le torchage de la cuve enterrée a été réalisée.</p> <p>Dans le courrier, un tableau présente les mesures associées à la mise en sécurité du dépôt, ainsi que les échéances associées.</p>

C'est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les obligations de mise en sécurité liées à l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents, l'exploitant a indiqué avoir évacué les produits dangereux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produits d'usage courant (peintures, huiles, essence...) en bac de 600 L ; • Bacs souillés (0,1 tonne) ; • Batterie au plomb ; • Déchets au plomb. <p>La société ayant géré les déchets (ChimieRep) est passée le mardi 1er juillet. Trackdéchets a été mis à jour, il a bien été signé par le transporteur. Le bordereau date du 1^{er} juillet. Il n'a pas encore été validé par le gestionnaire du déchet en date de l'inspection (3 juillet).</p> <p>Concernant la cuve de gaz, elle a été vidée à 100 %. L'exploitant a indiqué avoir réalisé une vidange du butane sous forme liquide et a torché 450 m³ de gaz (7 tonnes de gaz à 6 bars). Pour les tuyauteries entre les quais de chargement et la cuve : un torchage a été réalisé ainsi qu'un inertage à l'azote.</p> <p>Le rapport de la société Moine Transports datant du 26/06/2025 a été vu en inspection. Il confirme les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inertage à l'azote de la pomperie ainsi que de l'ensemble des canalisations et compresseurs, jusqu'aux postes de chargement et déchargement ; • Dégazage à l'eau (eau de la réserve incendie) du réservoir de stockage de 450 m³. <p>L'eau a ensuite été vidée dans la semaine, dans les caniveaux du site après passage par un séparateur d'hydrocarbure. 5 m³ (début et de fin de pompage) ont été analysés afin de vérifier s'il y a des traces de pollution. Les résultats des analyses n'ont pas encore été publiés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le seul produit dangereux restant est du fioul destiné à alimenter les groupes incendie. Il reste environ 1200L (100L dans les groupes utilisés + cuve de 1000 L). Pour des raisons de sécurité, il attendait l'inspection afin de confirmer qu'il pouvait vider le fioul.</p> <p>L'Inspection a indiqué que si les dangers incendie ne sont plus présents sur site (absence de gaz et</p>

autres produits accidentogènes), alors il n'est plus nécessaire de conserver le fioul pour le besoin des groupes incendie. De plus, afin d'obtenir l'attestation de mise en sécurité, il est nécessaire de ne plus avoir de fioul sur site. L'exploitant s'engage pour l'évacuer la semaine suivant l'inspection.

Une cuve domestique de propane de 2000L est présente sur le site afin d'alimenter en eau chaude le bâtiment de Sobegal ainsi que l'entreprise Fouvier-Mercier. Elle est située sur le terrain de Sobegal et son devenir devra être discuté lors de la vente du terrain par Butagaz (sachant que les locaux de Fouvier-Mercier appartiennent aussi à Butagaz).

Le transformateur appartenant à Sobegal est toujours présent sur le site. Son devenir est encore incertain car cela dépend de ce qui sera mis en place dans le futur (vendu ou démantelé). Il a été changé en 1998, et ne contient pas de PCB. Son entretien été réalisé l'année dernière. Le transformateur est sur rétention. Il est susceptible de contenir des liquides dangereux pour l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : Les résultats des analyses des eaux utilisées pour le dégazage de la cuve sont envoyées à l'Inspection des Installations Classées dès leur réception.

Demande d'action corrective n°2 : Pour pouvoir obtenir son attestation de mise en sécurité, l'exploitant :

- fait enlever le reste de fioul alimentant les pompes incendies;
- fait éliminer ou évacuer le transformateur;
- cède l'exploitation de la cuve domestique de propane à Fouvier Mercier ou procède à son dégazage;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

Constats :

Sur le sujet de la limitation d'accès au site, l'exploitant indique garder les dispositions actuelles :

- clôture (extérieure et entre Sobegal et l'entreprise voisine Fouvier-Mercier) ;
- Caméra anti-intrusion (détection thermique) reliée à un télésurveilleur. La consigne pour le

télesurveilleur est de réaliser une levée de doute si la caméra détecte une intrusion, via un appel de Securitas (gardiennage) qui se déplace, ou un appel police/gendarmerie selon la gravité.

L'exploitant indique que les 2 personnes travaillant sur site sont en contrat jusqu'à la fin de l'année puis une ronde sur le site sera menée de façon hebdomadaire à partir de 2026.

Concernant la réserve d'eau incendie, celle-ci va être vidée pour éviter tout risque de noyade et elle est protégée par une clôture en bon état.

C'est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

Constats :

Concernant les obligations de mise en sécurité liées à la suppression des risques d'incendie et d'explosion :

- Aucun produit dangereux (excepté le fioul et propane domestique) n'est plus présent sur le site (voir constat précédent) ;
- Électricité : elle ne sera coupée qu'après le démantèlement du site, afin de subvenir aux besoins des travaux ;
- Alimentation en eau froide : elle sera coupée une fois qu'il n'y aura plus personne sur site.

Il y a un transformateur sur site, appartenant à Sobegal. Son devenir est encore incertain car cela dépend de ce qui sera mis en place dans le futur (vendu ou démantelé). Il a été changé en 1998, et ne contient pas de PCB. Son entretien été réalisé l'année dernière. Le transformateur est sur rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Voir fiche de constat n°2

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.
Constats : Concernant les obligations de mise en sécurité et de surveillance des effets de l'installation sur son environnement concernées par la cessation d'activité, il est constaté que : <ul style="list-style-type: none">• le bureau d'étude Fondasol a été commandité pour réaliser l'attestation de mise en sécurité. Il fera une recherche sur l'historique du site, sachant que l'exploitant sait qu'il n'y avait pas d'autres utilités sur le terrain depuis la création du dépôt de GPL ;• Une analyse de sol et de sous-sols va être réalisée ;• Une analyse des enrobés (présence d'amiante) va être réalisée aussi sur le site.• Une analyse des eaux souterraines va être menée par cette société. Les résultats de ces analyses serviront pour la remise de l'attestation de mise en sécurité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective n°3 : Réaliser les analyses des sols, sous-sol, enrobés ainsi que les eaux souterraines afin de pouvoir attester de la mise en sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre

par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Les mesures associées à la mise en sécurité sont les suivantes :

- Évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets - délais 31/12/2026
- Interdictions ou limitations d'accès au site - délais jusqu'au dégazage et après le dégazage
- Suppressions des risques d'incendie et d'explosion - délais 30 juin 2025
- Surveillance des effets de l'installation sur son environnement
- Attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR) - délais : juillet 2025

C'est la société Fondasol qui doit délivrer l'attestation de mise en sécurité. L'exploitant espère l'avoir courant juillet 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°4 : L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées son attestation de mise en sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Report de la réhabilitation

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

L'exploitant n'a pas indiqué qu'il souhaite de report de la réhabilitation de son site comme permis par le R. 512-39 du Code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Usage futur

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2024, article R. 512-39-2

Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation

Prescription contrôlée :

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et

que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Constats :

Concernant l'usage futur du site, l'exploitant a indiqué :

- Avoir notifié à Butagaz (propriétaire du terrain), Grenoble Alpes Métropoles ainsi qu'à la mairie de Domène des propositions d'usages futur du terrain. Ces usages proposés sont tertiaires ou industriel comme le prévoit le Plan Local d'Urbanisme pour la zone industrielle de Domène ;
- Les 3 parties consultées ont notifié à l'exploitant leur avis favorable (le 30 avril 2025 pour Butagaz, le 5 juin 2025 pour GAM, et le 26 juin 2025 pour la mairie de Domène). Une usage industriel sera favorisé. **L'exploitant n'a pas transmis ces avis à la préfecture, il doit le faire.**

L'Inspection indique à l'exploitant qu'il doit transmettre son attestation mémoire à la préfecture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°5 : L'exploitant transmet à la préfecture les avis des parties consultées pour l'usage futur du terrain à la préfecture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours